



HAL
open science

Le naufrage du Prestige : réactions et protestations en Pays Basque Sud

Iñaki Barcena Hinojal, Eneko Borja, Josu Larrinaga Arza, Jone Martinez
Palacios, Xabier Itçaina

► **To cite this version:**

Iñaki Barcena Hinojal, Eneko Borja, Josu Larrinaga Arza, Jone Martinez Palacios, Xabier Itçaina. Le naufrage du Prestige : réactions et protestations en Pays Basque Sud. 2010. halshs-03608143

HAL Id: halshs-03608143

<https://shs.hal.science/halshs-03608143>

Preprint submitted on 14 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers de SPIRIT

SPIRIT Working Papers

*Le naufrage du Prestige :
réactions et protestations en Pays Basque Sud*

Iñaki Barcena, Eneko Borja,
Josu Larrinaga et Jone Martinez

Traduit du basque par Xabier Itçaina

LE NAUFRAGE DU PRESTIGE RÉACTIONS ET PROTESTATIONS EN PAYS BASQUE SUD

Iñaki Barcena, Eneko Borja,
Josu Larrinaga et Jone Martinez

Groupe de recherche « Parte Hartuz », Université du Pays Basque

Xabier Itçaina (trad.)

Abstract

The sinking of the Prestige, on 13 November 2002, has helped to create a social mobilization without precedents in the areas affected by the black oil slick. In the Basque Country, the social reaction raised from the conflict, is described by the alliances born between demobilized social actors or sectors (for instance, surfers) and institutional actors. The sink of the oil tanker gives us the code to open the Structure of Political Opportunity which allows to inquire about the institutional output and the participation of the citizens in the public sphere. The increase of the social movements against the outputs of Spanish Government and the networking between Basque social movements and Basque administration is possible because of the interest alienations. This analysis proves the capacity of the social environmental conflicts to create different participation spaces, new actors networks and new opposition dynamics to institutional outputs.

Résumé

Le naufrage du Prestige, le 13 novembre 2002 a provoqué une mobilisation sociale sans précédent dans les territoires affectés par cette marée noire. Au Pays Basque, les alliances entre les acteurs, institutions et certains secteurs sociaux jusque là peu mobilisés (comme les surfeurs) singularisent une situation sociale inédite. En ce sens le naufrage du pétrolier a créé les conditions pour l'ouverture d'une structure d'opportunité politique qui permette de remettre en question la réponse du gouvernement espagnol et qui permette aussi l'irruption dans l'espace public d'une mobilisation citoyenne. L'absence de réactivité de l'administration centrale et l'inefficacité des mesures prises par celle-ci ont mis en relief, dans le cas du Prestige, la mobilisation sociale et les alliances entre acteurs sociaux et administratifs (gouvernement basque) dans le cadre territorial basque. Ce cas d'étude témoigne de la capacité des conflits socio environnementaux en matière de création d'espaces de participation « par irruption », de nouveaux réseaux sociaux et de nouvelles dynamiques d'opposition à l'action gouvernementale.

Keywords | Mots clés

*Prestige, socio-environmental conflict, social mobilization in Basque Country, society of risk
Prestige, conflit socio-environnemental, mobilisation par irruption au Pays Basque,
société du risque*

“El Probo Emu, un barco gemelo del Probo Koala, cuyos residuos tóxicos causaron la muerte de ocho personas y envenenaron a 85.000 personas en Costa de Marfil, opera en el Estrecho de Gibraltar desde hace 2 meses a sólo 20 millas de la costa”

El País, 2006-X-7

“Un buque con 90.000 toneladas de gasóleo a punto de encallar en el puerto bilbaíno. El temporal llevó al “Ocean Sapphire” (Astilleros Españoles- Sestao,1992- Bandera Singapur), con el motor averiado, a escasos metros de la escollera”

El País, 2006-XI-23

INTRODUCTION : RISQUES, RÉPONSES POLITIQUES ET MOBILISATIONS SOCIALES

Ce texte entend analyser les réponses locales au risque global, et concrètement, les mobilisations qu’a connues le Pays Basque Sud lors de la pollution provoquée par le naufrage du *Prestige*.

Le 13 novembre 2002, ce pétrolier monocoque, avec ses 77 000 tonnes de fioul, est repoussé à 45 km au large de la côte Finistère galicienne, après avoir été laissé « à l’agonie » durant une semaine entière par les administrations galicienne et espagnole. Finalement, le navire se scinde en deux et coule à 3 500 m de fond, à 246 km du *Finisterre*, le 19 novembre 2002.

Le comportement des personnes impliquées de près ou de loin dans la gestion de cet accident est une bonne métaphore de la globalisation¹. Le navire construit en 1976 au Japon, quitte le 5 novembre 2002 Ventspil, un port de Lettonie, pour ce qui aurait dû être son dernier voyage, après avoir été utilisé pendant quelques mois comme citerne intermédiaire à Saint-Pétersbourg. Quelques jours après son départ, un contrôle technique dans un port danois souligne qu’il n’est pas en bon état, mais malgré tout, le pétrolier poursuit sa route, *via* Gibraltar, probablement vers Singapour, sa destination finale.

1 Selon le *Financial Times* (*Gara*), 24 novembre 2002.

Le *Prestige* qui navigue sous le pavillon panaméen est la propriété de la compagnie, *Mare Shipping*, officiellement enregistrée au Libéria. Cette compagnie est représentée par la société Universe Maritime, enregistrée en Grèce. Le propriétaire de la cargaison de fioul est la société *Crown Resources*, enregistrée en Russie, Grande-Bretagne et Suisse. Le capitaine du bateau, Apostolos Mangouras, est de nationalité grecque et âgé de 67 ans.

Nous allons nous pencher ici sur le comportement des acteurs et institutionnels sociopolitiques basques dans la gestion de cette crise. Ni les questions d'écologie, ni la globalisation économique ne respectent les frontières conventionnelles du politique. Le naufrage du *Prestige* a bien montré sur quel risque repose la ressource énergétique. Les avancées de notre civilisation se sont basées principalement sur les combustibles fossiles, le charbon, le pétrole et le gaz naturel, qui constituent un secteur économique essentiel. Notre mode de vie est lié au pétrole. Nos voitures, nos appareils électriques domestiques, nos vêtements et la production de nos aliments en dépendent. De plus, certaines des principales entreprises transnationales (Exxon-Mobil, Shell, British Petroleum-Amoco, Texako, Total-Fina-Elf-Cepsa, Repsol-YPF...) relèvent de ce secteur, et répartissent leurs sites de production et transports dans le monde entier.

Selon l'Institut international d'économie maritime de Brême, 7 894 pétroliers naviguaient en 2000 dont 3 077 vieux de plus de 20 ans, 1 500 de plus d'un demi-siècle, donc potentiellement porteurs de grands risques. L'acheminement du pétrole s'effectue à 60 % par voie maritime, et 40 % des 8 000 pétroliers du monde ont plus de 20 ans. 50 % d'entre eux voguent sous pavillon de complaisance. Ceci dit, ce risque lié au transport mis à part, on ne doit pas oublier que les accidents de ce type ne sont pas les principaux facteurs de pollution de nos océans : chaque année entre 2 et 9 millions de tonnes d'hydrocarbures sont déversées dans les mers, dont 77 % proviennent des fuites d'installations terrestres diverses.

Les chercheurs allemands Ulrich Beck (1991) et Gottard Bechmann (2004) distinguent bien risque (*Gefahr, risk, riesgo*) et péril (*Risiko, danger, peligro*). Dans ce dernier cas, une personne ou une communauté supporte un dommage potentiel, mais celui qui le subit n'a pas la possibilité de réagir et d'agir sur sa source. Les virus, épidémies et pandémies survenus tout au long de l'Histoire entraient dans cette catégorie. En matière de péril, la nature était aux commandes. En revanche, le risque a à voir avec la réponse. Dans cette perspective, la position du décideur est analysée, et ses choix sont multiples et multisectoriels dans une société du risque marquée par un état d'incertitude permanent. Selon la biologiste galicienne Carmela García Gonzalez (2004), le langage du risque est un langage politique. Or la fin de l'utopie d'une société industrielle sécurisée, les avancées de la connaissance et de la technologie n'ont pas amené un renforcement de la sécurité, mais plutôt l'« organisation de la non-réponse », selon les termes d'U. Beck. À l'image de l'industrie pétrolière, nous fabriquons de nouveaux risques, y compris là où l'on était en droit d'attendre un renforcement des contrôles.

Ce naufrage est emblématique du paradigme de la société du risque. Après avoir vogué sur les mers du Japon, de Grèce, de Lettonie, du Danemark, etc. et autour de tant de continents, le navire n'a que peu à voir avec son nom². Le *Prestige* a davantage à voir ici avec l'opacité et la fuite des responsabilités. Le propriétaire du fioul est une société commerciale enregistrée à Gibraltar en 1996 (*Crown Resources*) dont le siège social est à Zug en Suisse. La marchandise achetée en Russie est destinée à être vendue à Singapour. Cette entreprise, propriété du conglomérat russe Alfa Group Consortium, outre le pétrole, est impliquée dans l'agroalimentaire, les télécommunications, le commerce et les communications. Cette firme illustre le modèle néolibéral de la globalisation, qui s'est développé depuis l'émergence de la société anonyme. Les responsabilités des entreprises sont limitées et floues.

2 Prestige : qui est relatif à un statut élevé, lié à la réputation, à l'influence et à la richesse.

Les avocats des sociétés des navires concernés, employés pour rejeter les responsabilités, ont répété dans les médias, que les pétroliers des accidents de l'*Erika* (1999) et de l'*Exxon Valdez* (1989) étaient très récents, de deux et quatre ans en l'occurrence. Mais ils ne disaient pas que la cause de ces accidents avait été une défaillance, à la différence d'autres cas. Or à notre sens, la question clé est de savoir comment s'appliquera le principe majeur de la politique environnementale de l'Union européenne celui du pollueur-payeur ? En l'occurrence, l'exemple nord-américain n'est pas pertinent : la compagnie Exxon n'a pas remboursé l'amende de 4 000 millions de dollars infligée par le Tribunal fédéral des États-Unis, tout en ayant reconnu publiquement leurs responsabilités.

Si l'on se tourne vers les réponses politiques, les gouvernements galicien et espagnol ont montré une faible capacité à gérer la crise entre le 13 et le 19 novembre 2002, soit entre le moment où l'alarme est donnée et le naufrage du navire. Leur inconstance et leur irresponsabilité sont mises en évidence les jours suivants, lorsque la marée noire souille les plages et la côte de Galice. Le Parti populaire fait preuve d'une attitude particulièrement *impopulaire*. Des mobilisations comme celles de Saint-Jacques-de-Compostelle et de Vigo pour demander des réponses politiques sont inédites dans l'histoire galicienne. En revanche, les décisions erronées ou les erreurs commises par omission n'ont conduit à aucune démission ou abandon de poste. Certains parlent alors d'un système politique irresponsable. Les citoyens peuvent choisir périodiquement différentes options politiques mais, entre deux élections, les élus n'ont plus de lien avec leurs électeurs. Le manque de crédit des hommes politiques va en s'aggravant. Pour beaucoup d'observateurs, cette catastrophe écologique marque la décadence politique du Parti Populaire (PP).

La réponse de la société s'exprime sur un mode antagonique. La société civile galicienne est certainement celle qui donne la réponse la plus adaptée. La catastrophe sociale et écologique n'est ni tombée du ciel ni due au hasard. Si la Bretagne reste la championne des marées

noires (7 cas de 1967 à 2006), la Galice arrive en 6^e position sur ces 30 dernières années, et ce dernier cas a sans aucun doute été le plus grave. La réponse citoyenne, en l'occurrence, aura été à la hauteur de l'absence de réponse des autorités politiques. Elle a aussi suscité une vive solidarité de la part des régions voisines.

Un large mouvement social se développe autour de cette crise. S'y retrouvent des citoyens, pêcheurs, syndicats, partis politiques, écrivains... Tous se réunissent avec la volonté de dénoncer cette catastrophe écologique, pour que cela ne se reproduise pas. Nous analyserons ici plus spécifiquement la réponse des citoyens du Pays Basque.

RESSOURCES THÉORIQUES, HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE

Afin de comprendre les mobilisations qui, en Pays Basque, ont fait suite aux dommages écologiques provoqués par le *Prestige*, il est absolument nécessaire de mobiliser à nouveau les analyses déjà effectuées sur la *société des mouvements* qu'est la société basque et sur le *capital social* de ce territoire. Ceux qui ont voulu mobiliser la société ont trouvé dans cette crise et dans son contexte politique une structure d'*opportunité politique* favorable.

La société basque est la *société des mouvements* (Casquete, 2001), à l'image de ce que l'on trouve dans la plupart des pays occidentaux. La politique – au sens étroit du terme : compétition démocratique entre partis, démocratie représentative, institutions, séparation des trois pouvoirs... – a montré ses limites, et les citoyens recherchent d'autres voies afin de résoudre leurs problèmes. La logique électorale (celle des partis) et la « logique des bureaux » (celle des lobbies et groupes de pression) fonctionnent, mais les citoyens utilisent la « logique du nombre ou de la rue » pour imposer leurs points de vue dans des situations problématiques. D'où l'apparition de nouveaux mouvements sociaux : écologisme, féminisme, antimilitarisme, etc.

Ce modèle de la *société des mouvements* se développe dans les sociétés occidentales après le cycle de protestation des années 1970 (Casquete, 2000). Il parvient au Pays Basque lors du changement profond du régime politique espagnol (du franquisme à l'actuelle monarchie parlementaire). Il continue à se développer ensuite. Le mouvement écologiste traduit parfaitement cette évolution (Barcena, Ibarra et Zubiaga, 1995).

L'activation des mouvements sociaux, et des écologistes en particulier, tient aux changements sociaux provoqués par le capitalisme avancé : la vie et la santé des personnes peuvent se trouver mises en danger face à des décisions que nul ne peut contrôler (Beck, 1998). Nous avons de plus en plus de connaissances sur notre environnement, et nous réfléchissons en permanence à son sujet, mais dans le même temps cette réflexion nous pousse à améliorer les choses et à remettre en cause ce qui est stabilisé (Giddens, 1993). La technologie prend de plus en plus d'autonomie dans la consolidation du modèle de société (Munford, 1998), et elle provoque de grands changements en peu de temps (Castells, 1997).

Tout ceci influence la structuration de la société basque contemporaine. L'évolution de ces dernières années et le rapprochement de plusieurs facteurs génèrent une capacité spécifique de mobilisation : des tentatives différentes et parallèles de définition intersubjective de la situation sociopolitique, beaucoup de réseaux et des groupes informels à vocation critique (Martinez, 1998).

La mutation de ces dernières années concerne le fait que la mobilisation a souvent été le fait des ONG et des collectifs bénévoles. Il est difficile de délimiter la fin d'un mouvement social et le début d'une ONG, ce sont souvent les mêmes personnes que l'on retrouve dans les différentes structures. Ceci étant, la compétence des bénévoles sur des tâches précises aux résultats visibles, comme le nettoyage des galettes de fioul (*galipota*) a été d'une haute valeur ajoutée (De La Peña Varona, 1999).

Enfin, nous devons également prendre en compte le concept de *capital social*. Des chercheurs comme James Coleman et Robert Putnam qualifient de « capital social » l'adjuvant que les démocraties libérales et les économies de marché nécessitent pour fonctionner : le réseau informel qui génère de la confiance, de la solidarité et de la loyauté, un climat social qui mobilise des compétences pour agir dans cette société (De Francisco et Herreros, 2001).

Bien qu'il n'y ait pas de mesure précise, nous pouvons affirmer que les localités et les territoires de la côte basque sont des zones à haut capital social, si l'on s'en tient au niveau élevé de participation politique, associative et d'extension de la société civile. Ces réseaux informels de loyauté sont particulièrement présents dans l'environnement qui naît autour de la pêche et des ports. Partout, y compris dans les zones les plus urbanisées et industrialisées, le monde de la pêche fait l'objet d'un passé mythifié, il confère leur identité à ces villes ; ce qui n'est pas sans lien avec un autre phénomène, celui d'un nationalisme basque – force politique hégémonique dans ces espaces – qui, dans la construction de son imaginaire, a donné une grande importance « à la campagne et au quai, à la fougère et à l'eau de mer »³ (Agirre, 1912, 1905), « aux artisanats traditionnels » (Martinez et Agirre, 1995).

Pour atteindre ces objectifs épistémologiques, nous avons utilisé une double méthodologie. D'un côté, nous avons analysé les textes produits par différents intervenants basques à l'époque (écologistes, médias, universitaires, institutions...), et recueilli le matériel publié à propos du *Prestige*. Par ailleurs, nous avons effectué en 2006 des entretiens avec les acteurs sociaux les plus en vue, à savoir les représentants ou porte-parole des associations qui ont organisé les mobilisations (écologistes, surfeurs, bénévoles), quatre années après la catastrophe, afin de saisir le récit de la mobilisation.

3 “*Garaa et kresala*”, pour reprendre les titres de deux romans de Txomin Agirre inspirés par le nationalisme basque littéraire et bucolique.

ARRIVÉE DU PÉTROLE ET COMPORTEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ AUTONOME BASQUE (CAB)

Une semaine après le naufrage du *Prestige* dans l'Atlantique, au vu de la pollution sur les côtes galiciennes, le gouvernement basque décide de nommer deux commissions afin d'anticiper l'arrivée des hydrocarbures sur ses côtes et de coordonner les opérations. Une première commission – interinstitutionnelle – est composée de représentants du gouvernement basque, des députations forales (provinciales) du Guipuzcoa et de Biscaye, de la municipalité de Saint-Sébastien. La seconde commission – interministérielle – en revanche, est coordonnée par la vice-présidence du gouvernement basque, et six directions y prennent part : Environnement, Intérieur, Agriculture et pêche, Santé, Transport-industrie-travaux publics, Commerce et tourisme.

Lors de la première réunion interministérielle, le 27 novembre, il est décidé de la mise en place d'une Commission technique afin d'inventorier les moyens dont disposerait le gouvernement basque dans l'hypothèse de l'arrivée de la marée noire sur ses côtes. Deux groupes de travail sont également créés : l'un consacré au ramassage du fioul, aux travaux de nettoyage et au plan d'urgence, sous la responsabilité de la direction de l'Intérieur, l'autre consistant en une instance consultative réunissant divers protagonistes au sein d'une « Commission scientifique et technique ».

Le 5 décembre 2002, les premières galettes de fioul arrivent en Biscaye, et le gouvernement basque, les provinces et les municipalités initient les premières opérations de nettoyage des côtes. Alors qu'entre le 5 et 11 décembre on ramasse 250 tonnes de fioul et 100 tonnes de matériel pollué sur les plages biscayennes, le gouvernement basque décide un ramassage en mer, afin de limiter les arrivées sur les côtes. Même s'il n'a pas de compétence sur le littoral, qui est celle de l'État espagnol, et au vu des moyens limités⁴ de l'exécutif autonome, le gouverne-

4 Au début de la crise, le gouvernement basque utilise deux bateaux, un hélicoptère de la

ment basque s'adresse dès lors aux pêcheurs pour le nettoyage en mer grâce à leurs bateaux de pêche côtière, durant cette période hivernale, période creuse pour eux.

Toujours en décembre, étant donné que le fioul est déjà dans la mer Cantabrique, le gouvernement basque commence à travailler avec les administrations cantabre, asturienne et française afin de coordonner le travail de ramassage, de mutualiser l'information sur le fioul (quantités, direction...), dans la mesure où les données produites par l'administration espagnole ne sont pas très fiables. Le partenariat entre administrations, avec des hauts et des bas, perdure tout le long du processus.

Au début de la crise, et même avant, l'AZTI⁵ joue le rôle de référent pour obtenir de l'information sur le fioul, en maintenant une relation permanente avec le gouvernement basque. Cet organisme, en coordination avec le CEDRE⁶ français, met en place un système informatique spécifique et utilise le système GPS pour connaître les grands mouvements d'hydrocarbures dans les eaux asturiennes. L'AZTI balise également les galettes de fioul et pose des bouées. Il se réunit également avec le gouvernement basque et les *cofradías* (associations professionnelles) des pêcheurs, il aide à concevoir les instruments servant aux bateaux de pêche afin de ramasser le fioul, et effectue des analyses chimiques sur le produit ramassé sur les plages et sur les falaises.

En ce qui concerne l'administration centrale, le représentant du gouvernement espagnol dans la CAB décide, début décembre, afin de faire face aux arrivées de fioul en Biscaye, de créer une Commission de coordination permanente⁷. Par ailleurs le 8 décembre, 100 soldats

Ertzaintza (police autonome) pour repérer le fioul, et trois thoniers pour le ramassage. Les ressources de la Croix-Rouge et de SOS-Deia seront ensuite utilisées.

5 Centre technologique basque spécialisé sur les questions maritimes.

6 Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux, créé en France suite à la pollution de l'Amoco Cadiz sur les côtes bretonnes (227 000 tonnes de pétrole) en 1978.

7 Elle est composée de la représentation du gouvernement en Biscaye, de la capitainerie

de l'armée espagnole s'emploient à nettoyer la plage de Muskiz. À la mi-décembre, le Conseil des ministres de l'État espagnol décide, par le décret-loi 8/2002, d'étendre à tous les territoires de la côte cantabrique (y compris la CAB) les mesures correctives prises suite au naufrage du *Prestige*.

Par ailleurs, la Commission scientifique et technique créée par le gouvernement basque tient sa première réunion le 19 décembre, elle rassemble administrations basques, institutions privées et publiques et groupes écologistes⁸. Elle travaille sur le protocole d'intervention de lutte contre la marée noire dans les estuaires, les zones boisées et les secteurs de pêche, en donnant la priorité à la protection des écosystèmes les plus précieux de la côte basque tels Urdaibai, Txingudi ou Gaztelugatxe.

En ce qui concerne la protection et le nettoyage des côtes, le gouvernement basque établit 4 niveaux d'intervention. Le premier concerne les travaux élémentaires des députations, réalisés par des entreprises privées. La participation des employés des députations (pompiers, gardes forestiers...) est plus prononcée sur le deuxième niveau. Les brigades des municipalités concernées interviennent au troisième échelon. Enfin, et par défaut, on fait appel aux volontaires inscrits auprès des municipalités et des groupes écologistes.

En janvier 2003, le département de l'Intérieur du gouvernement basque crée une cellule de crise, avec la participation de quelques représentants des municipalités et des députations forales côtières.

maritime de Biscaye, de la direction de la Coordination du sauvetage en mer, du responsable des frontières maritimes ainsi que, entre autres, d'une représentation des Forces armées étatiques et de la Protection civile.

8 La Commission scientifique et technique réunira, dès le début ou au cours de la procédure : la Direction à l'environnement du gouvernement basque, les députations forales de Biscaye et de Guipuzcoa (*aldundiak*), IHOBE (*Ingurumen Jarduketarako Sozietate Publikoa*, société publique pour les questions d'environnement), AZTI, l'association scientifique Aranzadi, le CEDRE, Petronor, l'université du Pays Basque, le parc écologique Plaiiandi, l'association de spéléologie Insub, le groupe d'ornithologie Lanius, les associations écologistes *Ekologistak Martxan* (Écologistes en marche) et *Lurra* (terre).

Ses attributions couvrent la surveillance du fioul, le suivi des galettes, la réalisation du plan d'intervention des patrouilles de ramassage de la police autonome (*ertzaingia*), de l'administration provinciale et de la protection civile, en un mot, la coordination globale. SOS-Deia, organisme dépendant de l'Intérieur, regroupe toute les données sur les services de nettoyage, la DYA⁹, la Croix-Rouge et les municipalités.

Bien que l'administration gouvernementale autonome adresse des messages sécurisants à l'intention de la société civile, la mise en place de cette « cellule de crise » ne se fait pas sans difficulté. Le 10 janvier, 14 des 28 plages biscayennes sont souillées, et pour la première fois les côtes guipuzcoannes et labourdines sont touchées. Le 14 janvier, 42 des 47 plages de la CAB ont déjà subi l'arrivée du fioul dans la journée, de façon plus ou moins importante. Ces arrivées poussent l'administration basque à prendre de nouvelles décisions. Aux dires de l'exécutif foral (provincial) de Biscaye, le nombre de travailleurs employés à nettoyer la côte passe de 69 à 107. Le gouvernement basque double le nombre de navires de pêche affectés au ramassage en mer, et invite également les propriétaires de bateaux de plaisance à prendre part à ces opérations.

Afin que l'ensemble de la côte cantabrique ne soit pas souillée, il faut faire face à une large nappe d'hydrocarbure qui se trouve au large des Asturies. Les pêcheurs basques s'y emploient les 23 et 24 janvier, avec les pêcheurs cantabres et asturiens. Ils parviennent, au total, à en ramasser 1 760 tonnes en mer. Malgré cela, 240 tonnes de matériel souillé sont collectées sur la côte basque. Les plages de Lekeitio et Bakio sont fermées, et le vent provoque des dégâts dans les filets de protection de Plentzia, Urdaibai, Deba et Zumaia. Face à cela, le gouvernement basque renforce le dispositif côtier. Le nombre de bateaux de pêche affectés au ramassage passe de 60 à 100, et 400 personnes travaillent à nettoyer la côte.

9 DYA= Detente y Ayuda
(http://www.dya.es/cas/que_es_la_dya.php)

La situation ne s'améliore pas, bien au contraire. Le mois de février est le plus critique sur la côte basque. Les 1^{er} et 2 février, 226 tonnes de fioul sont ramassées sur le littoral, surtout sur les plages, et le 5 février, « journée la plus noire », selon les termes de Josu Jon Imaz, porte-parole de la Commission interministérielle, 250 tonnes d'hydrocarbures sont ramassées, dont 100 sur les plages de la ville de Saint-Sébastien et 47 sur celle de Bakio (sur la côte biscayenne), grâce au travail de 197 personnes, sous l'égide de l'administration provinciale. Le lendemain, ce sont 198 tonnes de matériel souillé, et face à cela le gouvernement basque active le niveau 3 de protection des côtes : les travailleurs passent de 400 à 600, avec la participation d'employés municipaux et de forestiers, qui interviennent principalement sur les plages, car il est plus difficile d'agir dans les sites boisés et dans les rues. Les employés de TRAGSA¹⁰ s'occupent du nettoyage, en enlevant uniquement la pellicule en surface du fioul déposé sur les arbres, afin de ne pas endommager la flore. Face à l'insuffisance de ces opérations, le protocole d'intervention des zones de pêche, des bois et des estuaires d'IHOBE et AZTI, sur lequel on travaille depuis décembre au sein de la Commission scientifique et technique, est décidé à la mi-février.

Durant tout le mois de février, 1 256 tonnes de fioul sont ramassées sur les plages de la CAB, dont un quart (323) sur la seule plage de Bakio. À la mi-février, les autorités autonomiques reconnaissent que Bakio et Matxitxa sont les sites les plus touchés. Il apparaît aussi que les barrières ou filets placés pour protéger les écosystèmes côtiers les plus précieux ne remplissent pas totalement leur rôle. Les intempéries y ont fait des dégâts, et les hydrocarbures ont submergé les digues. Durant cette période, l'administration étatique décide également d'ouvrir des guichets dans la CAB afin que les victimes puissent déposer des réclamations auprès du FIDAC¹¹.

Avec l'amélioration météorologique de mars, le nombre de travailleurs sur le littoral biscayen passe de 197 à 115. Les plongeurs explorent sans résultat les fonds marins afin de trouver des traces du fioul.

10 Une entreprise publique espagnole, très critiquée sur sa gestion de la crise en Galice.

11 FIDAC : *Fondo Internacional de Indemnización de Daños por Contaminación de Hidrocarburo*.

Début mai 2003, les arbres pollués sont nettoyés à l'eau chaude, puis, la côte basque subit une fois de plus des échouages de fioul. La plage de Zarautz est fermée. Six mois après le naufrage du *Prestige*, 2 100 tonnes de matériel souillé sont recueillies sur les côtes basques, dont 1 300 en Biscaye.

Si les plages restent fermées en mai, l'approche de la saison touristique « officielle » et l'amélioration de la météo poussent le gouvernement basque à ouvrir les plages en juin, au vu des résultats positifs des examens effectués sur leurs eaux. Mais le fioul continue à s'y échouer. Le jour le plus critique est le 17 juin avec 22 tonnes de matériel souillé sur 17 plages. Cette arrivée d'hydrocarbure leur fait perdre le Pavillon bleu, mais celles-ci restent ouvertes.

En matière judiciaire, la Commission interinstitutionnelle du Pays Basque dépose en mai 2003, auprès du tribunal fédéral des États-Unis, une plainte au civil contre l'*American Bureau of Shipping Ship*, organisme certificateur du *Prestige*, en demandant 50 millions de dollars en guise de réparation du préjudice.

Un an après le naufrage, les sources officielles signalent que 3000 tonnes de fioul ont pu être recueillies et que la gestion de la crise avait mobilisé près de 3000 personnes (Députation forale, Croix-Rouge, bénévoles de la DYA, sauveteurs, techniciens d'AZTI, employés du gouvernement basque). Les institutions basques évaluent le coût des interventions contre la pollution à 55,8 millions d'euros.

QUELQUES CONSÉQUENCES DE LA POLLUTION

Même s'il n'est pas aisé d'évaluer les conséquences des crises écologiques – comme de toute crise sociale –, nous allons nous concentrer sur les deux effets, écologique et économique, importants pour comprendre la réaction ultérieure des mouvements sociaux. Les conséquences, plurielles, se sont fait ressentir sur plusieurs controverses et secteurs.

Sur l'écosystème

Si tous s'accordent pour reconnaître les dégâts de la pollution du *Prestige* sur l'écosystème basque, quatre années plus tard, il n'est toujours pas évident d'en mesurer précisément les dommages, comme le reconnaissent beaucoup d'écologistes : « nous ne savons pas encore quels seront les dommages écologiques » ; « les premiers mois ont donné à voir quelques conséquences, mais, les années passant, des effets différents peuvent apparaître. »

L'évocation des divers dommages subis par cette côte permettra de mieux s'approprier la réalité.

Nous avons déjà noté que parmi les premières actions de l'administration basque, des mesures ont été prises afin de préserver la valeur de son écosystème, comme la mise en place de digues à l'embouchure de quelques estuaires, aux résultats variables en matière de durabilité. Les premières digues avaient sommairement rempli leur fonction à cause de dégâts provoqués par les intempéries, ou parce que le fioul les avait submergées. Certains des seconds filets ont été retirés à cause d'intérêts d'entreprises (tels à Urdaibai, afin qu'un grand navire de Murueta Untziola puisse prendre la mer, ou à Plentzia pour qu'une société puisse effectuer les travaux de dragage dans la falaise). De l'avis d'un écologiste de la zone d'Urdaibai : « les filets qui avaient été mis en place n'ont pas servi à grand chose. Le pétrole passait, et arrivait aux plages, falaises et marais. »

Même si divers bateaux ont réussi à récolter une quantité élevée de fioul en mer (le travail des pêcheurs locaux a été considérable), un an après le naufrage, 3 000 tonnes ont été ramassées, et singulièrement sur les plages (1 900 en Biscaye, 1 100 en Guipuzcoa). En novembre 2003, on considère qu'il reste encore entre 20 et 30 tonnes de fioul au pied des falaises et sur les zones forestières littorales.

Si trois mois après le naufrage, l'administration basque considère la forêt entre Bakio et Matxitxa comme étant le site le plus touché, au bout d'un an, ceux de Sopela (plages et forêt) et l'estuaire de Kobaron (*Muskiz*) sont également évoqués, et l'administration étatique signale

que 8 plages cantabriques sont toujours touchées, dont le secteur de pêche (*kala*) situé entre Meñakoz, Sopela et Barrika. Les sources officielles montrent qu'à la différence des plages, les bois côtiers n'ont pas été aussi bien protégés. En avril 2004, soit 17 mois après le naufrage, 20 tonnes de fioul sont ramassées sur la côte basque.

Avant que la saison estivale de 2003 ne reprenne, 4 000 analyses d'eau sont réalisées et, officiellement, elles présentent une qualité supérieure au niveau habituel. Au vu de ces résultats, le gouvernement basque décide d'autoriser l'accès aux plages en juin.

Il est difficile de mesurer les dommages de la pollution sur la faune marine. D'après les informations obtenues auprès de différentes sources, ce sont les micro-organismes qui ont subi les dégâts les plus graves, et il se pourrait que le fioul ait modifié la chaîne écologique et brisé l'équilibre marin.

Ce déséquilibre a pu agir sur la diminution des stocks de poisson dont ont à pâtir les pêcheurs, en particulier pour l'anchois et le chinchard. Mais d'autres facteurs ont aussi de l'importance : l'utilisation de filets pélagiques, la surpêche, le non-respect des périodes de reproduction de la ressource et le dépassement des quotas de pêche.

Mais ce qui est le plus visible, et qui touche de nombreuses personnes est la pollution subie par les oiseaux.

Données extraites du rapport publié en mars 2003, soit trois mois et demi après l'accident, par l'association espagnole d'ornithologie (SEO) et l'association de protection des oiseaux *Bird Life*

	Oiseaux		
	pollués	morts	total
Côte biscayenne	330	1 531	1 861
Côte guipuzcoanne	280	1 591	1 871
Total côte CAB	610	3 122	3 732
Total mer Cantabrique et Atlantique	5 655	17 105	22 802

Les guillemots de Troïl (*Uria aalge*) et les macareux moines (*Fratercula arctica*) sont sans conteste les oiseaux les plus touchés. En octobre 2003, près d'un an après le naufrage, le Centre de sauvegarde de la faune sauvage de Biscaye fait savoir que durant ce laps de temps, 2 500 oiseaux lui sont parvenus, dont 2 200 déjà morts et que, parmi les 300 restants, seuls 20 ont pu être sauvés.

Enfin, l'association *Ekologistak Martxan* fait savoir en avril 2004 que, depuis le début de la pollution, soit 17 mois, les 23 181 oiseaux mazoutés recueillis représentent 10 % du total des oiseaux de la côte entre le Portugal et la France.

Conséquences économiques

En matière économique, les députations forales de Biscaye et Guipuzcoa et le gouvernement basque évaluent, deux ans après le naufrage, à 56 millions d'euros les mesures prises pour faire face à la marée noire. Ces données ne prennent pas en compte les pertes financières subies par les pêcheurs d'anchois ou de chinchard, en raison des petites quantités prélevées. Les administrations basques assument ces coûts, grâce au *Concierto económico* (système fiscal dérogatoire) en vigueur : ces dépenses sont ensuite déduites du quota (*cupo*) reversé à l'administration centrale par les institutions basques.

Du côté de l'administration étatique, concernant la CAB, des exemptions fiscales de 2 900 euros sont accordées en mai 2003 à 36 entreprises pour compenser les dommages liés au *Prestige*. Dès juin, le décret concernant ce remboursement est accepté. Entre les deux, le Parlement européen (un an après le naufrage) vote une aide de 8,6 millions d'euros prélevée sur le Fonds de solidarité de l'Union européenne pour l'État espagnol, afin qu'il les finance.

En février 2003, lors de l'arrivée massive du fioul, le secteur touristique, les hôtels et centres de thalassothérapie, s'inquiètent en raison du risque de baisse de la clientèle à moyen terme, crainte partiellement justifiée. Fin juin, la location d'appartements saisonniers sur la côte

biscayenne baisse de moitié en comparaison des années passées, en raison du prix de l'immobilier, des incertitudes climatiques et de la pollution du *Prestige*.

S'ajoute à cela la perte du Pavillon bleu qui témoigne de la qualité des eaux de baignade. 4 des 9 plages ayant obtenu ce label avant la pollution le conservent au début de l'été 2003. Mais cela ne dure pas, l'arrivée du fioul en juin leur fait perdre le Pavillon bleu début juillet, puis les plages de Muskiz et Zarautz sont fermées. Inquiète des conséquences sur le tourisme, l'administration fait quelques propositions ingénieuses, voire insolites : la municipalité de Sopela propose ainsi d'installer une grande piscine face à la plage.

ATTITUDE DES ACTEURS SOCIAUX

Pêcheurs

Cette crise place les pêcheurs au premier plan de l'opinion publique. Lors de l'arrivée des hydrocarbures, le gouvernement basque réalise rapidement qu'il manque de moyens, et se tourne vers les pêcheurs, qui dès le départ, se montrent prêts à collecter les galettes de pétrole.

En décembre 2002, les techniciens d'AZTI, le gouvernement basque et les responsables des *cofradías* des pêcheurs tiennent des réunions de coordination. Les premiers font alors des essais sur les techniques de collecte du pétrole, avec les filets de pêche. Au cours des mois de novembre et décembre, le nombre de navires prêts à ce ramassage augmente (de 25 à 70), et certains (une dizaine) commencent même à sortir en mer. Entre-temps, le gouvernement basque interdit la navigation de plaisance mais autorise la pêche.

En janvier, avec l'afflux des galettes de pétrole, près de 35 bateaux s'attachent à les ramasser. De plus, les 23 et 24 janvier, 69 unités de pêche basques, avec à leur bord 760 marins, se dirigent vers les côtes asturiennes et 1 250 tonnes y sont ramassées en deux jours. Des

plaisanciers participent également à la collecte, dans la baie de Saint-Sébastien notamment.

Malgré les grandes quantités recueillies aux Asturies cela n'empêche pas la marée noire d'approcher des côtes en février. Les pêcheurs ont de réelles difficultés à y faire face. Durant ces cinq premiers jours, 120 bateaux travaillent à la collecte de 1 230 tonnes, et le 6 février, ce sont 210 navires et 2 000 tonnes collectées en une journée. Entre le 9 et le 13, 130 navires totalisent 3 330 tonnes. Entre-temps, les présidents des *cofradías* du Guipuzcoa et de Biscaye dénoncent le fait que l'action des bateaux antipollution a surtout pour effet de diviser les galettes de pétrole et de les disperser. Face à l'inefficacité des mesures du gouvernement central, elles demandent à ce que la Direction à la mer et à la pêche du gouvernement basque puisse voir ses compétences en la matière élargies.

Le 14 février, à la suite de quelques réunions entre les administrations basques et les pêcheurs, le gouvernement basque décide d'interdire la pêche et plus particulièrement celle du chinchard, et la cueillette de fruits de mer sur ses côtes. En conséquence 2 000 pêcheurs et 1 000 travailleurs de ce secteur se retrouvent lésés. Le gouvernement basque leur octroie une aide de 6 millions d'euros.

À partir du 15 février, les pêcheurs continuent leurs sorties afin de ramasser le fioul, et voient les risques se profiler sur la saison de l'anchois. Ils parviennent durant ce mois, à recueillir 3 675 tonnes supplémentaires. Au 1^{er} mars, selon les données d'AZTI et de l'administration, les pêcheurs auraient récupéré 19 395 tonnes. Dans le même temps, le gouvernement basque et les *cofradías* parviennent à un accord aux termes duquel le premier prendra en charge les coûts des filets employés à cette collecte.

Le 10 mars, les analyses de santé publique effectuées sur 3 000 poissons montrent qu'aucun d'entre eux n'est affecté par la pollution. Celles de mai, sur 4 539 poissons, donnent également des résultats négatifs.

À compter du 17 mars, la pêche à l'hameçon est autorisée (mais pas celle au filet) sur la côte cantabrique. Mais les pêcheurs ne sortiront qu'une semaine plus tard, en raison du délai nécessaire au nettoyage des bateaux utilisés au ramassage du pétrole.

À partir du 20 mars, propriétaires de bateaux, pêcheurs, négociants et tous les secteurs ayant pâti de l'interdiction de la pêche (fabrique de glace, fabricants de filets, manœuvres...) disposent de 15 jours afin de déposer leur demande d'aide auprès du gouvernement basque. Un budget considérable, de 4,7 millions d'euros, est attribué à ces aides, leur montant pouvant être augmenté en fonction des besoins.

Finalement, le 1^{er} avril, en même temps que l'autorisation de pêcher au filet dans la CAB, la campagne de l'anchois peut s'ouvrir. Mais la satisfaction des pêcheurs ne dure pas, fin mai, tous ceux de la côte cantabrique demandent des aides au gouvernement espagnol afin de compenser les prises très faibles d'anchois et de chinchard. La pollution du *Prestige* aurait fait disparaître le plancton, leur aliment de base, provoquant leur migration. Le 25 juin, les pêcheurs ferment la saison de l'anchois, « la plus mauvaise de l'histoire », selon eux, avec des prises de seulement 3 000 tonnes.

Début juin, au début de la saison des plages, les galettes de fioul arrivent à nouveau. Entre 10 et 20 bateaux de pêche s'emploient à les recueillir, afin de pouvoir maintenir les plages ouvertes.

Un an après le naufrage du *Prestige*, selon l'Institut océanographique espagnol (IEO), la zone la plus touchée par la pollution se situe entre Santander et la Bidasoa, qui est précisément celle des pêcheurs basques, où plus de 1 000 d'entre eux et 215 bateaux travaillent à collecter le fioul : 21 000 tonnes, soit 59 % du total recueilli par tous ces navires, et 75 % de la collecte dans le Golfe de Biscaye.

Dès le début de la crise écologique, leurs travaux de dépollution ont été plus que nécessaires afin d'éliminer les traces de la marée noire des côtes basques. Leur intervention a évité une catastrophe écologique

majeure. Dans le même temps, outre le manque de compétence des institutions basques sur le littoral, il est apparu clairement qu'ils disposaient (et qu'ils disposent toujours) de moyens faibles pour faire face à ce genre d'urgences.

Bénévoles

La médiatisation de la situation galicienne crée un sentiment d'urgence chez beaucoup de gens. Fin novembre et en décembre, 1 500 bénévoles de la CAB se disent prêts à prendre part aux travaux de nettoyage des côtes galiciennes et basques¹².

La Députation forale de Biscaye et le gouvernement basque soulignent dès le début que les services de la province et les bénévoles de la Croix-Rouge et de la DYA suffiront, et qu'il est inutile d'en mobiliser de supplémentaires. Différentes associations décident cependant d'affréter des bus de bénévoles vers la Galice, et ceci principalement en décembre : 454 bénévoles partent de Vitoria-Gasteiz avec un service de dix autobus organisé par la municipalité. Des enseignants, étudiants et employés de l'université de Mondragón en réquisitionnent quatre, l'Association de défense du patrimoine maritime basque *Albaola* de Pasajes affrète également un bus avec 40 personnes, ainsi que les jeunes de la ville côtière de Getxo.

Toujours en décembre, 19 municipalités de la côte basque mettent en place des registres d'inscription des bénévoles, à qui il sera fait appel si nécessaire. En janvier, 100 d'entre eux partent de Bilbao en Galice, et 80 personnes de Vitoria entre février et mars. Dans le même temps, dans quelques villes de la Communauté autonome basque (telles Eibar ou Basauri) des fêtes, gastronomiques et autres, sont organisées par les municipalités et les associations, dont les Maisons de la Galice, afin de recueillir des fonds en soutien aux pêcheurs galiciens, pour acheter des outils ou financer le voyage des bénévoles.

12 Les inscriptions individuelles ont été recueillies par les municipalités côtières, la Croix-Rouge, la DYA, et par les associations écologistes *Ekologistak Martxan*, *Lurra* et *Eguzki* (soleil).

Lorsque le fioul échoue sur la côte basque, en février 2003, un accord est signé entre l'Association des municipalités basques (EUDEL) et l'université du Pays Basque (EHU) afin que les étudiants puissent participer bénévolement aux travaux de nettoyage. On compte en février 1 500 volontaires inscrits auprès des différentes municipalités de la côte, ainsi qu'auprès des associations écologistes et de surf.

Enfin, à la fin mars, une fois l'arrivée massive du pétrole de février surmontée, un accord est passé entre le gouvernement basque et l'association écologiste *Lurra* (Terre) afin de mettre en place un service de volontariat dans une zone de bois et de falaises de la côte biscayenne.

Surfeurs

Dès l'arrivée du pétrole le 5 décembre au port de Bilbao, les surfeurs de Biscaye s'emploient à nettoyer la côte, et tout particulièrement celle d'Uribe. Plusieurs membres de l'association *Peña Txuri Surf* de Sopela travaillent avec les employés de la Députation provinciale de Biscaye à nettoyer la plage de cette commune. Deux jours plus tard, un bus afreté par la Fédération de surf du Pays Basque (*Euskal Herriko Surf Federazioa*, EHSF) se rend en Galice.

Toujours à la mi-décembre, les membres d'EHSF signalent qu'ils sont en train de nettoyer la côte à leur compte. Puisque le gouvernement basque ne reconnaît pas la participation des bénévoles, ils travaillent avec des outils achetés à des entreprises de nettoyage ou récupérés auprès de municipalités. Selon un membre de la *Peña Txuri Surf*, les municipalités auraient reçu du gouvernement basque la consigne de ne pas distribuer ce matériel. Par ailleurs, l'association n'aurait bénéficié d'aucune remise financière de la part des fournisseurs, malgré la nature de leur action.

Même si certaines municipalités côtières ont ouvert des listes de volontaires, les surfeurs, constatent qu'il n'est pas fait appel à eux,

et continuent leurs travaux en janvier 2003¹³. Un réseau de conseil est mis en place entre les différents clubs de surfeurs, qui émet des critiques sur les employés de la Députation provinciale de Biscaye, considérant que ceux-ci nettoient uniquement les plages et négligent les zones boisées. Selon un surfeur interviewé, « pour eux [les institutions], la côte se réduit aux plages, ils se fichent du reste ! »¹⁴.

Écologistes

Les organisations écologistes commencent à travailler le 5 décembre avec l'arrivée du pétrole sur les côtes biscayennes.

La plateforme *Lurra* (Terre), après avoir rappelé que seulement 10 % des 225 kilomètres de la côte basque sont constitués de plages, lance la campagne « Un mètre de côte, un basque ». Dans le cadre de cette action, un numéro vert est mis en place afin de surveiller la côte et de pouvoir inscrire les volontaires au nettoyage. Le groupe d'observation *Ekologistak Martxan* (Écologistes en marche), outre la mise en place du numéro vert, demande aux administrations basques de procéder au ramassage des galettes en mer, avant qu'elles n'atteignent le littoral. Il propose que soit mise en place une seule cellule d'urgence au sein de laquelle les associations écologistes seraient représentées. Elle aurait en charge la coordination de l'information, le nettoyage et la quête des oiseaux pollués.

Après consultation des groupes de bénévoles envoyés en Galice, quelques organisations écologistes soulignent les risques liés au fioul sans mesures de protection. Le 20 décembre, elles convoquent une manifestation à Bilbao afin d'exiger d'une part des réparations des dommages écologiques, sociaux et économiques générés par le *Prestige*, et d'autre part, de demander à l'administration que du matériel de qualité soit mis à disposition des bénévoles.

13 | 60 membres de l'équipe *Peña Txuri Surf* se sont inscrits sur les listes et 60 membres de l'équipe de surf de Bakio se sont également inscrits auprès de leur municipalité.

14 En guise d'anecdote, mentionnons qu'un juge de Bilbao prend en considération la requête d'un surfeur de Getxo demandant 470 euros à la société d'assurance du *Prestige* pour avoir rendu inutilisables sa planche et sa combinaison de surf. Le jour de la comparution, cependant, l'assureur ne se présente pas.

Tous les écologistes ne sont pas du même avis quant à la participation des bénévoles. Pour certains, l'urgence de l'arrivée du pétrole justifie cette mobilisation. Pour d'autres, la leçon de l'*Erika* est que ce type d'action doit être laissé aux professionnels, et que la fonction des écologistes doit consister uniquement à contrôler l'action de l'administration¹⁵.

En janvier 2003, alors que le pétrole arrive de plus en plus sur la côte, les groupes écologistes constatent le manque de coordination entre les diverses institutions. Les critiques se multiplient, notamment sur deux points : le manque de main-d'œuvre et la gestion des animaux pollués.

Sur le premier point, *Izate*, une association de protection de l'environnement de Barracaldo, et le groupe de travail écologiste de Gernika (*Gernikako Ekologi Lan-taldea*) sont les premiers à dénoncer le fait que très peu de personnes travaillent au nettoyage des côtes, et que cette faible main-d'œuvre se limite aux plages de sable, en laissant de côté les grèves et les falaises.

Une coordination est créée en Biscaye entre *WWF Adena*, *Bizkaia Ambar*¹⁶, *Ekologistak Martxan*, *Lanius*¹⁷, *Izate*, *SEAR*¹⁸ et *SEO-Bird Life* afin de ramasser et de recenser la faune polluée, d'analyser les dommages. La province est divisée en 13 territoires, et les bénévoles de ces groupes se mettent à parcourir les zones de pêche cotière et les falaises, mais se retrouvent rapidement face à des obstacles. La Députation forale de Biscaye n'offre pas d'assurance aux bénévoles, et, mis à part 50 combinaisons de travail, ne leur fournit pas d'outil, ni ne dépose sur les plages les récipients demandés par les écologistes pour ramasser les oiseaux morts. L'absence de prêt de matériel par les institutions provoque la colère des écologistes. Ceux-ci ramassent entre 120 et 150 oiseaux quotidiennement, morts pour la plupart, d'autant que les employés du service chargé du ramassage de leurs

15 Dans le cas du nettoyage de la pollution de l'*Erika*, dans certains cas, le travail des bénévoles a pu faire empirer la situation au lieu de l'améliorer.

16 Association de protection et de recherche sur la faune marine.

17 Association ornithologique.

18 Association de recherche sur les rapaces.

dépouilles (*Base Gorria*, « base rouge ») ne travaillent quasiment pas le week-end.

Début février, lorsque le pétrole arrive en grande quantité sur les côtes basques, on attend du ramassage effectué par les écologistes une plus grande efficacité, et de la part des institutions des efforts en matière de coordination et de transparence. Les municipalités touchées et tributaires de l'Agenda 21 local ne convoquent ni les conseillers du Conseil de l'environnement, ni le Forum de l'environnement. De l'avis des écologistes, des réunions auraient dû être menées avec les bénévoles qui agissaient de leur propre initiative et, plus généralement, avec les citoyens.

Vers la mi-février, la Commission scientifico-technique valide le protocole d'action (*Jardunbide Protokoloa*) concernant le nettoyage des zones de pêche, falaises et forêts. Les écologistes valorisent cette décision sur le fond, mais expriment des doutes face à l'absence d'échéancier, et au flou entourant les moyens économiques. Les associations soulignent, tout au long de la crise, l'importance d'agir dans ces sites, car « si l'on prend en compte des critères écologistes, ce sont les dommages subis par les falaises qui seront les plus négatifs... les zones sableuses présentent une moindre valeur écologique que les falaises ».

Même si le protocole d'action est évalué positivement le week-end suivant, les associations *Ekologistak Martxan*, *Gernikako Ekologia Lan-Taldea*, *Txipio Bai*¹⁹, *SEAR*, *Zumaiko Natur Taldea*, *Sopelako Peña Txuri Surf* et *Barrika Surf* organisent une action de protestation afin de nettoyer les forêts polluées. 224 membres travaillent au nettoyage de 7 zones côtières, et ramassent 3,6 tonnes de pétrole. Par cette action, les écologistes entendent dénoncer le fait que l'administration se concentre uniquement sur le nettoyage des plages, et se mobilise nettement moins sur les forêts et les falaises (soit près de 90 % de la zone côtière). Ils lui reprochent également de donner des informations douteuses ou erronées, le manque de ressources humaines et matérielles, et le manque de coordination.

¹⁹ Association écologiste de Plentzia.

Entre février et mars, les filets placés dans les estuaires créent des problèmes, en raison de leurs différents niveaux de résistance. Certains sont enlevés plus tôt que prévus. Ce dernier cas se produit notamment à Plentzia, où une entreprise retire la digue pour procéder à des travaux de dragage, et de ce fait, le pétrole entre dans l'estuaire. Face à cette situation, l'association *Txipio Bai* dépose une plainte auprès de la Direction de la biodiversité du gouvernement basque et du ministère de l'Environnement de la même institution, afin que la digue antipollution soit redéployée.

Fin mars, une fois passée l'arrivée massive de pétrole, un accord est conclu entre la plateforme Lurra (*Lurra Plataforma*) et le gouvernement basque afin d'organiser le travail des volontaires dans les forêts et falaises de Biscaye. Le lendemain, un représentant du PP affirme que si le gouvernement basque n'a pas mis en branle plus tôt le système du volontariat, cela est dû aux intérêts entrepreneuriaux d'un ancien conseiller du gouvernement autonome. *Lurra* exige des preuves auprès du PP, et des explications au gouvernement basque, mais ces demandes restent sans réponse.

Un autre point de tension entre écologistes et institutions basques arrive en même temps que la saison des plages. Quelques jours avant l'ouverture de la saison, le gouvernement basque s'assure de la qualité des eaux de baignade à partir de 4000 analyses d'eau et décide d'ouvrir les plages. Le collectif *Eguzki* (soleil) exige davantage de transparence en matière d'information, et demande, avec *Ekologistak Martxan*, que les plages ne soient pas ouvertes uniquement pour satisfaire les intérêts touristiques.

Les écologistes obtiennent au début de l'été que le Pavillon bleu de l'année précédente soit maintenu²⁰. Les associations écologistes *Ekologistak Martxan*, *Gernikako Ekologia Lan-Taldea*, *Txipio Bai*, *Mutriku Bizirik*, *Zumaiako Natur Taldea eta Kostaldea*²¹ installent des

20 Plages de Plentzia, Ea et Laga en Biscaye, Zumaia en Guipuzcoa.

21 Groupe écologiste d'Ea.

drapeaux noirs afin de sensibiliser les gens venant sur les plages. Selon les associations écologistes, les Pavillons bleus répondent aux intérêts touristiques des municipalités mais celles qui les arborent portent la trace d'un nettoyage inachevé, et parmi elles, certaines étaient en train de mener des travaux d'urbanisme aux conséquences écologiques irréversibles. En outre, les associations écologistes « offrent » un grand pavillon noir au gouvernement espagnol, aux députations forales ainsi qu'aux municipalités côtières, pour protester contre le manque persistant de réaction face à l'arrivée du pétrole.

À la même période, l'association écologiste biscayenne *Lur Maitea* (terre aimée) dépose une plainte contre le gouvernement basque pour avoir mis en service une installation dans le port de Bilbao pour le traitement du pétrole sans avoir pris toutes les précautions nécessaires. L'association *Ekologistak Martxan* affrète quant à elle des bus pour se rendre à la manifestation organisée par l'association galicienne *Nunca Más* à Bruxelles.

Un an après le naufrage du pétrolier, l'association *Ekologistak martxan* tire un premier bilan, et souligne que cette catastrophe ne doit en aucun cas être considérée comme un accident, mais comme la conséquence directe du modèle énergétique. Elle critique l'administration étatique du nettoyage des côtes jugé superficiel, et souligne que les mesures préventives concernant d'éventuels accidents ne sont toujours pas prises.

Durant cette première année, influencée par le succès de la plateforme *Nunca Más* en Galice, la plateforme *Sekula Ez Berriro* (plus jamais cela) est créée dans la Communauté autonome basque. Elle est composée d'écologistes, de syndicalistes, de mouvements sociaux et de la Maison de la Galice. Cette plateforme plurielle organise un rassemblement le jour de l'ouverture du musée de la Mer de Bilbao, afin de célébrer la mer, un an après le naufrage, et de demander aux autorités publiques (administration étatique, gouvernement basque, Députation forale, municipalités côtières) de prendre des mesures

urgentes. Trois jours plus tard, le 22 novembre 2003, cette plateforme, soutenue par les *cofradías* de pêcheurs et par certains partis politiques organise une manifestation à Bilbao sur le thème « 365 jours de mensonge, 365 jours de dignité. Défendons l'océan ». Les 2 000 participants rappellent que la côte est en danger, car le protocole d'action en cas de catastrophe du type du *Prestige* n'est toujours pas en place.

TROIS PERCEPTIONS DE LA CRISE

L'urgence des pêcheurs

Chez les pêcheurs basques, la nouvelle du naufrage est reçue comme un nouveau coup dur. Leur réponse est rapide, et est caractéristique de ce milieu, qui est davantage qu'un secteur économique : forte mobilisation sociale et engagement désintéressé, tout en défendant juridiquement et politiquement ce secteur économique mal en point, unité d'action et rapidité de mobilisation, aux côtés de l'administration autonome, mais en maintenant une autonomie d'action.

La pêche connaît une crise grave en Pays Basque espagnol, de par l'évolution du secteur, mais également en tant que mode de vie et culture, ainsi qu'en raison de la raréfaction de la ressource et de la diminution des zones de pêche atlantiques, diminution qui restreint de fait la capacité d'action collective des pêcheurs. La crise culturelle est sensible en particulier dans le manque de renouvellement de la main-d'œuvre et du métier, et par la désertification progressive des quais, de la perte d'identité au profit de l'industrie et de la plaisance (Ezeizabarrene, 2006)²². Selon un membre d'*Itsas Geroa*²³, ancien avocat des *cofradías*, que nous avons interviewé (X. E.), la première réaction a été de penser que l'Union européenne agissait une fois de plus au détriment des pêcheurs, cette fois en matière de régulation du trafic des pétroliers.

22 Pour plus d'information et une bibliographie complète.

23 Association de défense de la valeur sociale, culturelle et naturelle du monde maritime, selon leur propre définition.

Les *cofradías* sont la colonne vertébrale de l'organisation entrepreneuriale dans le monde de la pêche, et de ce fait, bien des mobilisations qui agitent ce secteur peuvent être considérées comme répondant à des intérêts économiques et institutionnels, à l'image d'un groupe de pression. Dans ce cas également, ce sont les *cofradías* qui font le premier pas, pour faire partie intégrante des procédures judiciaires entourant le naufrage du *Prestige*, afin de pouvoir toucher les indemnités et dédommagements ultérieurs. Le procès, qui aura une diffusion internationale considérable, s'ouvre dans le tribunal d'un petit village de Galice. Les avocats des pêcheurs basques ont des difficultés à se faire entendre, notamment auprès du procureur.

La voie judiciaire aboutit au bout de deux ans, avec un accord hors tribunal. Selon ses termes, en échange de l'abandon des poursuites judiciaires, le gouvernement espagnol indemniserait les *cofradías*, en compensation du travail effectué, et non en fonction de la perte subie.

Les réseaux sociaux des pêcheurs s'organisent en parallèle à la procédure judiciaire. Ils constituent une micropopulation porteuse d'un haut taux de capital social. Cela a facilité, comme dans beaucoup de cas, un consensus entre patrons, employés et salariés des bateaux de pêche (*tostartekoak*) pour aller dépolluer en mer Cantabrique.

Ces réseaux ont également un accès (*input*) très facile à l'administration autonome chargée de la pêche, dont la politique dans ce domaine fait partie des compétences transférées et gérées par le gouvernement basque. Mais dans le même temps, les enjeux liés à ce secteur sont aujourd'hui internationaux, et se règlent à l'échelle de l'Union européenne. Dans un tel contexte, les *cofradías* et le gouvernement basque ont instauré une longue habitude de concertation et de travail en commun.

L'administration de la pêche est contrôlée par les nationalistes basques (*abertzale*) durant l'ensemble des législatures autonomiques [avant 2009, NDLR], et le vote *abertzale* est largement dominant dans les municipalités disposant d'un port de pêche.

Les intérêts et les positions face aux administrations étatique et européenne sont partagés. Le gouvernement et les *cofradías* partagent l'ambition d'avoir une voix propre à Bruxelles et à Strasbourg afin de défendre les intérêts de la pêche basque, sans avoir à le faire par le biais de la délégation madrilène du ministère espagnol de la Pêche. Le maintien d'une telle position commune depuis plus de 20 ans ainsi que la défense d'un modèle de pêche spécifique et « durable » (sans filets pélagiques) construit, malgré les désaccords et les conjonctures, une culture politique commune.

Cette culture politique contribue à optimiser les ressources humaines du monde social de la pêche. L'institut d'océanographie AZTI, fondé par le gouvernement basque, l'administration autonome de la pêche, les *cofradías* conçoivent alors un système pour ramasser le pétrole, système qui sera utile et effectif dans toute la mer Cantabrique.

Le travail bénévole des pêcheurs a de sérieuses retombées sur l'ensemble des mobilisations sociales du Pays Basque Sud. Il a aussi des effets positifs en termes d'image du secteur et de la capacité de gestion du gouvernement basque. Avec le recul, notre interviewé d'Itsas Gero reconnaît que les pêcheurs finalement ont agi en fonction de leurs intérêts, et que lorsqu'ils ont reçu un faible retour, ils ont tourné la page sur cette affaire. Selon le même entretien, l'attitude de l'administration autonome ne doit pas être surestimée. Aujourd'hui, en 2006, comme en 2002 en Galice, il n'y a pas de dispositif durable pour faire face à une catastrophe type *Prestige*.

L'inquiétude face aux dommages provoqués par ce genre d'accident reste donc importante parmi les pêcheurs. Ceux-ci voient que les dispositifs prévisionnels n'ont pas avancé. L'autoroute maritime qui a été mise en place en Galice est porteuse de beaucoup de risques : le trafic y est très intense, et les dispositifs d'urgence n'ont pas vraiment été améliorés. D'un autre côté, la situation internationale, du côté des garanties juridiques, est restée préoccupante. La double coque des pétroliers n'est toujours pas obligatoire, et beaucoup d'ambiguïtés sont

maintenues en droit international : la nécessité du développement de la notion, répandue dans le droit aux États-Unis, de *responsabilité objective* – il faut une responsabilité en cas de dommage, celle-ci est imputable à l'État en dernier ressort, mais on ne doit pas avoir à prouver la responsabilité directe – est invoquée.

La souffrance des surfeurs

Afin d'évaluer la réponse des surfeurs basques à cette catastrophe, nous avons interrogé un membre (D. B.) de l'association de surf *Peña Txuri* de Sopela, afin d'en évaluer l'action. D. B. est formateur à l'école de surf de *Peña Txuri*, et il a participé à la coordination des groupes de surfeurs participant au nettoyage de la côte basque et galicienne.

Le 5 décembre 2002, les surfeurs se mettent à nettoyer la côte dès que le fioul arrive, en particulier sur la côte d'Urbe. Dès le premier jour, plusieurs membres de l'équipe *Peña Txuri Surf* aident les employés de la Députation forale de Biscaye au ramassage sur la plage de Sopela. Même si l'administration diffuse des messages de calme, les surfeurs ressentent « de la peur et de la douleur » face à cette situation. Au départ, ils se mettent au travail sans aucune tenue de protection mais, face aux risques de contamination et aux risques liés au ramassage à mains nues ou avec des outils non adaptés – plusieurs cas de malaises et de difficultés respiratoires sont signalés – les bénévoles décident d'attendre d'avoir les tenues adéquates. Deux jours plus tard seulement, un autobus affrété par la Fédération de surf du Pays Basque (*Euskal Herriko Surf Federazioa*, EHSF) convoie plusieurs surfeurs en Galice.

À la mi-décembre, les surfeurs de la Fédération de surf du Pays Basque nettoient encore les plages, de leur propre initiative. Le gouvernement basque n'admettant pas la participation de bénévoles tant qu'un certain degré d'urgence n'est pas atteint, les groupes de surfeurs financent leur action sur leurs fonds propres, ils utilisent du matériel acheté à des entreprises ou des outils discrètement prêtés par certaines

municipalités. Selon un membre de *Peña Txuri Surf*, les municipalités ont reçu la consigne du gouvernement basque de ne pas prêter de matériel, d'où un prêt minimum. De leur côté, les entreprises ne feront aucune remise sur l'achat de matériel, tout en étant parfaitement conscientes de la gravité de la situation.

Même si certaines municipalités côtières ont ouvert des registres d'inscription de volontaires, les surfeurs réalisent qu'il n'est pas fait appel aux inscrits. Dans le même temps, le fioul continue à se déverser. Et face à cette souffrance insupportable, ils continuent leur travail en janvier 2003. Une structure de coordination entre différents clubs de surfeurs se met en place. Ces groupes se montrent assez critiques face à la réaction de la Députation forale de Biscaye qui se contente de faire nettoyer les plages au détriment des zones boisées elles aussi polluées par le pétrole²⁴. Afin de répondre à l'urgence et de critiquer les manquements de l'administration, certains groupes de surfeurs organisent des mobilisations par le biais de la coordination dont, entre autres, la Journée de la pollution (*txapapotearen eguna*) en décembre 2002. Les conséquences du naufrage du pétrolier y sont expliquées aux enfants par le biais de contes, de théâtre de rue et d'improvisations chantées (*bertsulari*). Ces groupes ont recours régulièrement à de telles performances. Des actions sont également engagées pendant le derby de football entre l'Athletic de Bilbao et la Real sociedad de Saint-Sébastien en décembre 2002, avec la vente symbolique d'un kilo de pétrole à l'entrée du stade. Les fonds ainsi récoltés servent à financer du matériel de nettoyage et à lutter contre les conséquences générales de la pollution.

Les surfeurs réitèrent également leur critique à l'encontre des institutions qui ont laissé le bateau s'approcher des côtes. Les surfeurs participent régulièrement à des réunions avec des groupes écologistes et des représentants des administrations et institutions, afin de proposer des alternatives pour stopper l'arrivée du fioul. Parmi

²⁴ La décision du ramassage ou pas du fioul dans les arbres a fait l'objet d'un débat considérable entre les surfeurs et ceux qui ramassaient le fioul. Selon certains, le nettoyage des arbres aurait simplement pour effet de déplacer les traces de fioul vers des zones non polluées.

d'autres initiatives, la proposition de constitution d'un réseau nommé *corta costas* n'est pas suivie par l'administration.

Le porte-parole du groupe de surfeurs interrogé souligne que la catastrophe du *Prestige* n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de l'évolution du monde contemporain : « cette fois-ci, c'est nous qui avons dû en supporter les conséquences, des conséquences que nous ne pouvons toujours pas mesurer exactement d'ailleurs. Voir notre terre souillée de la sorte a été très difficile. Nous, nous voyions quotidiennement quelles étaient les conséquences du *Prestige*, parce que nous étions sur la plage tous les jours. » Face à ces nouveaux risques, les surfeurs soulignent leur manque de préparation, surtout lorsque l'administration ne donne pas de réponse adéquate. La prudence reste de mise, car « les dommages que nous infligeons à la nature se retourneront contre nous [...] et les dommages sont plus proches que ce que nous pensons. » Et les conséquences sont durables. En 2006 encore, selon lui, les traces du *Prestige* peuvent encore être trouvées : « aujourd'hui encore, de temps en temps, du matériel pollué par le pétrole et quelques galettes continuent d'arriver sur la côte. »

La mobilisation écologiste

Quatre ans après la crise du *Prestige*, à l'automne 2006, nous avons réalisé des entretiens avec deux membres des associations écologistes basques afin de saisir, avec le recul, leur évaluation de cette crise.

L'un d'eux (I. M.) est membre de l'association *Ekologistak Martxan* (écologistes en marche), qui opère en Pays Basque Sud, et l'autre (A. C.) de l'association écologiste qui agit localement auprès de la Réserve de biosphère d'Urdaibai. Les deux participent à la protection de la côte basque durant la crise du *Prestige*, et expérimentent directement la situation.

Nos deux interlocuteurs effectuent des remarques tant positives que négatives à propos de l'attitude des institutions basques durant la crise.

Concernant les points négatifs, les écologistes dénoncent le manque de coordination entre institutions au début de la crise, notamment

entre les députations forales de la côte et le département de l'Environnement, et le département de l'Intérieur du gouvernement basque :

« les choses auraient pu être faites beaucoup mieux, mais à cause de ce manque de coordination, les initiatives s'arrêtent au milieu du gué. »

« c'était une illustration du climat d'improvisation que nous vivions : de la bonne volonté, mais un manque de connaissance et de préparation. »

Le manque de préparation et de moyens des institutions souligné par les écologistes est l'un des enseignements de cette crise. De façon significative, les militants soulignent que l'État espagnol, bien qu'ayant à gérer 8 000 km de côtes, ne dispose pas d'un seul navire contre la pollution. En ce qui concerne les institutions, ils soulignent que la crise a montré : « que l'administration n'a pas de prévention, ni de moyens face aux naufrages, qu'elle n'a pas de plan. » Au sujet des responsables du gouvernement autonome, les écologistes d'Urdaibai signalent que « le manque de moyens a été évident en Pays Basque... Les politiciens et les fonctionnaires locaux ont fait preuve d'amateurisme, en faisant reposer largement leurs décisions et attitudes sur l'improvisation. »

Quelques critiques ont également été exprimées à propos de décisions prises par le gouvernement basque : faible présence des organisations écologistes dans la cellule de crise, attitude méfiante à l'égard des volontaires et des collectifs citoyens, priorité donnée, pour des raisons d'image, au nettoyage des plages par rapport à des zones à plus fort intérêt écologique (forêts), ouverture des plages en juin alors que du pétrole continuait d'arriver, certes en plus petite quantité et de façon intermittente.

Les interviewés soulignent également, à quelques exceptions près, le manque d'implication et de présence active des municipalités côtières.

Tout est cependant loin d'être négatif. Au contraire, la nouveauté viendrait même de l'évaluation positive, par les écologistes, de quel-

ques décisions prises par les institutions basques. À la différence de la Galice, reconnaissent les organisations écologistes, les institutions basques ont pris en compte les mobilisations sociales, même si cela a dû leur en coûter, de l'avis du militant écologiste d'Urdaibai. Ils apprécient de même l'humilité montrée par le département de l'Environnement du gouvernement basque dans la reconnaissance de ses lacunes en matière scientifique, et, pour y remédier, dans la mise en place d'une Commission scientifico-technique, et dans la diffusion importante de l'information de la part de la cellule de crise dirigée par le département de l'Intérieur du gouvernement basque.

Selon les deux personnes interviewées, le travail de ramassage du pétrole en mer par les pêcheurs, sur demande du gouvernement basque, a été une décision très positive : « dans cette affaire, la meilleure chose qui a été faite a été d'aller chercher le pétrole en mer. Même si cela semble faux au premier abord, ce sont les mesures prises avec des moyens non sophistiqués qui ont été les plus efficaces sur ce plan-là. »

« Ce sont eux [le gouvernement basque] qui ont organisé le travail des pêcheurs. Nous nous rendons compte maintenant que le travail des pêcheurs a été l'un des plus importants, parce que ce sont eux qui ont empêché des milliers de tonnes de pétrole d'arriver jusqu'à nos côtes. »

Ceci dit, selon eux :

« La reconnaissance dont ont bénéficié les pêcheurs, même si elle est méritée, ne peut être comparée, car dans le même temps d'autres personnes et groupes sociaux n'ont pas été pris en considération. Au final, les marins-pêcheurs et les patrons de pêche ont aussi reçu de l'argent pour leur travail, en plus des remerciements et des prix. »

Ils admettent qu'une aide économique a été versée aux pêcheurs : « je pense que même sans argent ils s'en seraient sortis... car la mer est leur mode de vie. »

Les écologistes évaluent très positivement la réponse de la société basque face au naufrage. En témoignent le réseau de volontaires pour le nettoyage, aussi bien sur la côte basque qu'en Galice (1 500 personnes s'étaient inscrites), les mobilisations de protestation, ainsi que la conscience critique qui s'est développée.

Selon eux, les citoyens répondent aux manquements de l'administration grâce à la solidarité et leur capacité d'organisation. La réponse citoyenne est provoquée par la proximité immédiate de la catastrophe, qui éveille les consciences.

Selon les écologistes, l'attitude des institutions, et en particulier galicienne et espagnole, est à l'origine de la réponse de la société : « la réponse de la société s'est accrue au vu de l'attitude de l'administration... La société a vu quel gouvernement elle avait en face d'elle et elle s'est mobilisée, je crois que la société est la seule qui ait eu une réponse positive. »

Cela dit, même si la mobilisation citoyenne est fortement soulignée par les deux interviewés, les motifs d'insatisfaction sont également avancés au vu des événements de 2002-2003. Selon l'écologiste d'Urdaibai : « Je ne suis pas très optimiste quant aux conclusions que la société tirera de cette crise. Nous entendons de mauvaises nouvelles, et nous recevons des images violentes, mais nous les avalons et les digérons sans une véritable réflexion. »

Les écologistes déplorent surtout le fait de ne pas en profiter pour inaugurer un véritable débat de fond sur les raisons de l'accident. À la demande : qui est le responsable de cette crise ?, les deux écologistes nous font la même réponse : les modèles économique et énergétique. Le capitalisme est vu comme l'ultime responsable, qui donne la priorité absolue aux intérêts économiques sur les enjeux environnementaux, et fait que les entreprises investissent moins pour pouvoir épargner davantage de capitaux.

Dans cette perspective, les dommages ne pourront être réduits si le modèle économique n'est pas modifié. Les accidents du type *Prestige* peuvent arriver à nouveau tant que l'on dépendra de ce modèle basé sur le pétrole. Le modèle énergétique doit être modifié, et il faut s'orienter, selon eux, vers les énergies renouvelables. Cette recomposition implique un renforcement de la démocratie et des pratiques participatives citoyennes dans le monde de l'énergie :

« Le renforcement de la démocratie est l'unique moyen pour ne pas laisser les décisions importantes aux mains des pouvoirs économiques ou d'autres forces occultes (*"esku ilunetan"*). »

Finalement, le militant travaillant dans la zone d'Urdaibai nous a parlé des leçons de la crise du *Prestige* pour l'association écologiste, et son évaluation nous semble particulièrement intéressante.

Les associations écologistes, au moment du bilan de leur action, évoquent, comme élément négatif, le manque de coordination mutuelle, et, face à l'avenir, posent le défi de l'amélioration de l'aspect scientifique et le développement d'infrastructures et de ressources propres. Ils demandent aussi aux institutions d'accompagner les investissements en matière de prévention et de recherche, et de promouvoir un plan global afin de protéger l'ensemble de la côte.

La crise du *Prestige* a une autre conséquence importante sur l'organisation écologiste. L'évaluation positive de leur comportement met en valeur leur maturité : « dès le premier moment, beaucoup de personnes se sont rapprochées de nous en disant vouloir faire quelque chose, en voyant le désastre politique qui avait eu lieu en Galice, ils n'avaient plus confiance en l'administration. Il aurait fallu demander aux citoyens. Mais dans le même temps, nous avons vu que nous avions beaucoup de crédit auprès de nombreuses personnes. »

« je crois que les gens et l'administration publique avaient apprécié la maturité des écologistes, et à partir de là – plus qu'avant – nos points de vue ont été davantage pris en compte. »

Il semble en revanche que les « bonnes pratiques » repérées durant cette crise n'aient pas donné les résultats escomptés par les écologistes. Même si beaucoup de propositions d'aide se sont manifestées, cela ne s'est pas traduit par une augmentation substantielle du nombre de militants. Les légions de volontaires sont rentrées chez elles comme elles étaient venues.

CONSÉQUENCES ET LEÇONS

Au sujet du contexte des mobilisations, il nous est apparu nécessaire d'étudier la structure des opportunités politiques dont ont pu profiter les postures critiques envers le gouvernement espagnol qui s'exprimaient dans la société basque. Ce point de vue est indispensable afin d'apprécier un degré aussi élevé de mobilisation.

L'explication des succès des mouvements sociaux doit impérativement prendre en compte la structure des opportunités politiques : leur capacité à accéder aux décideurs des politiques publiques, leurs divisions internes, les alliances et coalitions durables (Tarrow, 1994 ; Barcena, Ibarra et Zubiaga, 1996). Le degré d'ouverture du système politique (Casquette, 1998) doit également être pris en compte : y a-t-il un espace pour l'action du mouvement social (*input* ouvert ou fermé) ? Quel est le pouvoir d'imposition de leurs décisions de la part des institutions (*output* fort ou faible) (Zubiaga, 1995) ?

Dans le cas des mobilisations suite au naufrage du *Prestige*, l'*output* utilisé par les institutions a été décisif. Au temps de la majorité absolue du gouvernement PP, dans un contexte de liens interinstitutionnels tendus entre gouvernement espagnol et gouvernement autonome basque, tout ce qui émanait du gouvernement de Madrid était fortement délégitimé dans la société basque. L'*output* venant de la capitale était d'autant plus affaibli que l'administration basque produisait des *outputs* contradictoires : tous les moyens dont dispose le gouvernement basque – et nous ne parlons pas uniquement de l'administration de la pêche mais également de la télévision basque et des radios publiques – seront utilisés pour illustrer l'ingérence et les

défaillances du gouvernement Aznar et, par ricochet, pour souligner les mérites de l'administration autonome.

De ce fait, cette dernière va renforcer l'*input* des mouvements sociaux, précisément parce que ce n'est pas son attitude qui est remise en cause – du moins, pas de façon claire –, et parce qu'à ce moment-là, cet *input* populaire peut être utile pour délégitimer un gouvernement central du PP qui se trouve alors en position délicate. La faible capacité des gouvernements de Madrid et de Galice à gérer la catastrophe témoigne ainsi de leur décadence politique (Barcena, 2002).

Bert Klandermans (1984) souligne que toute protestation est précédée d'une estimation collective des objectifs de la mobilisation, afin d'en apprécier le degré d'utilité. Cette « construction sociale de la protestation » consiste en un processus d'évaluation précédant l'action protestataire (Casquette, 1998). Dans le cas présent, les grandes manifestations galiciennes appelées par *Nunca Más* constituent la réponse, une réponse amplifiée par les médias basques. L'action des pêcheurs dira ensuite que le travail des bénévoles avait été utile et pratique.

La société basque, nous l'avons souligné, est la « société des mouvements » (Casquette, 2001). Beaucoup d'hypothèses insistent sur le fait que le politique aurait trouvé ses limites, et que les citoyens recherchent d'autres formules et formes d'expression que le jeu politique traditionnel. D'où la logique des mouvements sociaux. L'exemple du *Prestige* est tout à fait significatif en ce sens. En ayant le Pays Basque Sud en ligne de mire, nous ne doutons pas que la « logique de la rue » l'ait emporté sur la « logique des bureaux » (Casquette, 2000).

Les différentes institutions et collectifs que nous avons étudiés sont en débat sur le même point : l'administration basque n'a pas donné de réponse adéquate à cette crise, même si son aveu de manque de connaissances techniques face à ce problème a été apprécié. Cependant, le fait de ne pas avoir exposé de politique de prévention durant toute la crise environnementale a mis à jour son incapacité à

faire face aux catastrophes écologiques soudaines. La société basque a néanmoins trouvé inquiétant le fait que la politisation de la question n'ait suscité qu'une réponse faible. Plutôt que d'entrer dans les polémiques partisans, les acteurs mobilisés ont préféré susciter et encourager la mobilisation sociale, en mettant à profit une structure des opportunités politiques positive.

Le naufrage du *Prestige* est un cas significatif où, au cœur d'une crise écologique mais également sociale et politique, le gouvernement basque autonome apparaît comme dépourvu de préparation face à l'envergure de la catastrophe. Les mouvements sociaux et collectifs citoyens se positionnent de façon critique face aux institutions, mettent en place leurs propres commissions « scientifiques et techniques », en un mot, renforcent leur savoir et leur capacité à répondre durablement à une situation de crise.

Dans les pays occidentaux, les changements que connaît le capitalisme avancé sont des recettes excellentes pour activer des controverses sociétales et des mouvements sociaux (Beck, 1998). La trajectoire du *Prestige* est un cas paradigmatique de la globalisation, elle ne fait qu'illustrer la logique décrite précédemment. C'est bien le chaos créé par un bateau construit en 1967 au Japon, ayant navigué dans le monde entier (en Lettonie, au Danemark...) voguant sous pavillon des Bahamas et ayant sombré à 45 km au large du Finistère qui a activé la mobilisation sociale.

Les avancées technologiques disposent de plus en plus d'autonomie pour organiser un modèle de société (Castells, 1998), et ces efforts en faveur d'un modèle énergétique spécifique se font clairement ressentir. On s'oriente aujourd'hui vers un modèle de ressources énergétiques non durables, alors que, dans le même temps, d'autres investissements se développent. Ce pouvoir technologique, qui pourrait être utilisé à bon ou à mauvais escient, n'est pas utilisé pour la prévention, ni pour améliorer la qualité de vie et la protection de l'environnement. C'est aussi contre cette logique que se soulèvent plusieurs mouvements sociaux. Celui qui a été activé à l'occasion du *Prestige* n'en est qu'un exemple parmi d'autres. Selon les écologistes, ceux qui ont dû vivre

de près le dommage écologique du *Prestige* ont compris que la prudence était de mise quant à l'hyper-optimisme technologique. Nous ferions mieux d'appliquer le *principe de précaution* face au *problème de croissance* de notre modèle énergétique (Riechmann et Tickner, 2002). Selon les pêcheurs basques, notre administration n'a pas compris la leçon, et nous manquons d'un intermédiaire technique. Dans l'hypothèse d'un nouvel accident, nous nous retrouverions avec des coûts économiques et environnementaux considérables. L'objectif du mouvement *Nunca Más* n'a pas été atteint.

En revanche, la présence forte, aux côtés de nombreuses mobilisations, des ONG et des bénévoles est un changement récent. Même s'il est souvent difficile de dire quand s'arrête un mouvement social et quand commence une ONG (De La Peña Varona, 1998), nous pouvons nous demander si le cas du *Prestige* s'inscrit dans cette tendance. Outre la constitution d'un réseau d'organisations (écologistes, surfeurs, pompiers...), ce sont plusieurs milliers de bénévoles qui, de façon individuelle et particulière, se sont mobilisés face à ce problème. Il faut considérer le fait que les villes et les zones de la côte basque sont des régions à haut capital social. Avoir un taux élevé de participation associative a sans doute joué en termes de mobilisation des agents sociaux dans la construction sociale de la protestation (Castells, 1998).

L'urgence, la souffrance et la responsabilité : autant de termes que nous voulons utiliser afin de qualifier la position des agents sociaux. Bien sûr, la souffrance des surfeurs est d'abord symbolique. Ces jeunes sont nés dans les villes et les quartiers les plus aisés de la société basque de consommation, ils se sont développés en subculture ; mais tout en étant symbolique, leur souffrance est réelle, et leur réponse a été à la hauteur de ce ressenti.

L'urgence est celle des pêcheurs, mais les pêcheurs basques sont en train de raccrocher cette urgence, liée à la disparition de leur travail et de leur mode de vie, aux paramètres de l'« ère glaciaire »

(Castells, 1998) de l'écologisme : ils sont prêts à réduire leur effort de pêche afin de permettre à la faune sous-marine de se régénérer, afin que leurs successeurs puissent continuer à travailler. Il n'est pas étonnant de voir s'unir pêcheurs et écologistes face aux dégâts provoqués par le *Prestige*, si l'on prend en compte le fait qu'ils se sont rapprochés depuis longtemps en termes de discours, précisément dans la défense de l'« ère glaciaire », qui consiste, de fait, à défendre les droits des générations à venir.

Il est significatif, face à un tel naufrage, de voir dans quelle mesure le front du refus a montré sa capacité à adhérer à la cause écologique, à atteindre un niveau élevé d'organisation et de direction de la mobilisation. De façon significative, il convient de souligner la confiance dont a fait preuve la société civile non organisée envers le mouvement écologiste : les gens (ou plutôt les « populations », au sens de Michael Hardt et Antonio Negri, 2002 et 2004) voulaient faire quelque chose, voulaient se mobiliser, et se sont dirigés vers les groupes écologistes organisés, en sachant qu'il y avait là des compétences en matière de travail quotidien, de front du refus mais également de solutions alternatives.

La société du risque porte en elle le germe de situations sociales de plus en plus marquées par la souffrance, l'urgence et l'inquiétude. Selon les derniers rapports scientifiques, nous ne pourrions que réparer les dommages que le changement climatique fera aux zones côtières. En ce sens, les réponses de la société civile permettraient d'anticiper sur les mutations à venir.

Côte, plage, hôtel et soleil : tous les agents sociaux impliqués dans la gestion des conséquences du *Prestige* entendaient dépasser la seule question du tourisme. Chacun avec sa motivation particulière, mais tous avec le même objectif. Souligner que la proximité du dommage a renforcé une perception collective, unitaire et une réponse active et directe est une chose. Savoir, en revanche, quels ont été les fruits organisationnels issus de cette mobilisation à large surface sociale et

de la fonction d'encadrement jouée par les organisations écologistes, en est une autre. Les écologistes basques, sur ce point, ont développé leur autocritique : comme le reflux de la mer, ceux qui sont venus dans leurs filets sont repartis chez eux une fois la crise apaisée.

Aujourd'hui, du point de vue des activistes basques, les choses n'ont pas tant changé que cela. Quotidiennement, des centaines de pétroliers géants naviguent au large de la mer Cantabrique, et le risque reste très présent, à l'image de ce qui s'est passé en novembre 2006 avec l'*Ocean Sapphire* dans le super-port de Bilbao. De nouvelles mesures légales ont été lancées dans toute l'Europe, mais notre soif de pétrole est tellement insatiable qu'une marée noire peut survenir n'importe quand. Et à ce moment-là, clamer *Sekulan ez berriro* ! (Plus jamais ça !) ne servirait à rien.

BIBLIOGRAPHIE

Agirre T. (1905), *Kresala*, Euskallerra, Gernica.

Agirre T. (1912), "Garoa", *Revista internacional de estudios vascos*, Gernica.

Barcena I. (2002), "Prestige-ren erantzunkizunak", *Egunkaria*, XII(16), p. 43.

Barcena I., Ibarra P. et Zubiaga M. (1995), *Nacionalismo y ecología. Conflicto e institucionalización en el movimiento ecologista vasco*, Madrid, Libros de la Catarata.

Barcena I., Ibarra P. et Zubiaga M. (1995), "Movimientos sociales y Democracia en Euskadi. Insumisión y Ecologismo", *Mientras Tanto*, 62, p. 51-87.

Beck U. (1991), "La irresponsabilidad organizada. Crisis ecológica y sociedad", *Debats*, 35-36, p. 30-37.

Beck U. (1998), *La sociedad del riesgo*, Barcelone, Paidós.

Bechmann G. (2004), "Riesgo y sociedad post-moderna", J.L. Lujan & J. Echevarría (eds), *Gobernar los riesgos. Ciencia y valores en la sociedad del riesgo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2004.

Caño A. (2006), *Prestige ontziaren ezbeharra lau urte igarota: begirada bat Euskal Herriko mugimendu ekologistati*, Argitaratugabea.

Casquete J. (1998), *Política, cultura y movimientos sociales*, Bilbao, Bakeaz.

Casquete J. (2000), "La sociedad vasco-navarra de movimientos", J. Beriain et R. Fernández Ubieta (coord.), *La cuestión vasca: Claves de un conflicto cultural y político*, Barcelone, Proyecto A Ediciones, p. 257-264.

Casquete J. (2001), *Acción colectiva y Sociedad de Movimientos*, Gasteiz, Eusko Jaurlaritza-Lehendakaritza.

Castells M. (1997), *La era de la información. La sociedad red*, Madrid, Alianza.

De Francisco A. et Herreros F. (2001), "Capital Social", *Zona Abierta*, 94/95, p. 1-218.

De la Peña Varona A. (1999), *La presencia de los valores postmateriales en el discurso de la izquierda política vasca (1980-1998)*, UPV EHU, Serie tesis doctorales, 1999.

Ezeizabarrena X. (2006), *El sector pesquero vasco ante la Unión Europea*, Saint-Sébastien, Pasaia Portuko Agintaritza.

Ferrin M. et Rubal M. (2006), "Prestige, sociedad civil y democracia en Galicia", I. Barcera et J. Encina (coord.), *Democracia ecológica. Formas y experiencias de participación en la crisis ambiental*, Séville, Ed. Atrapasueños, p. 265-282.

García González C. (2005), "Riesgos y políticas sostenibles. Del huracán Katrina a la gripe aviaria", *HKA*, p. 23-30.

Giddens A. (1993), *Consecuencias de la modernidad*, Madrid, Alianza Editorial.

Gómez L. et Ordaz P. (2003), *Crónica negra del Prestige*, Madrid, Ediciones El País.

Gortazar, I. (2003), *Los piratas del Prestige*, Kale Gorria, Iparralde.

Greenpeace (2002), *Prestige: Crónica de una marea negra*, Madrid.

Gutierrez Bastida J.-M. (2003), *Galipote en la Costa Vasca*, Bilbao,

Ekologistak Martxan.

Hardt M. et Negri A. (2002), *Imperio*, Barcelone, Paidós.

Hardt M. et Negri A. (2004), *Multitud. Guerra y democracia en la era del Imperio*, Madrid, Debate.

Klandermans B. (1984), "Mobilization and Participation: Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, 49(5), p. 583-600.

Martinez Z. (1998), "Participación en formas de acción colectiva y potencial de movilización colectiva en el País Vasco", *Inguruak*, 21, p. 147-175.

Martínez Gorriarán C. et Agirre Arriaga I. (1995), *Estética de la diferencia*, Irun, Alberdania.

Munford L. (1998), *Técnica y Civilización*, Madrid, Alianza.

Riechmann J. et Tickner J. (2002), *El principio de la ecoeficiencia*, Barcelone, Icaria.

Sánchez E. (2003), *La huella del fioul, ensayos sobre el Prestige*, Fundación Santiago rey Fernandez- Latorre, Galiza.

Tarrow S. (1994), *El poder en movimiento*, Madrid, Alianza Editorial.

Zubiaga M. (1995), "Euskal Herriko mugimendu ekologistaren ingurune politikoa", I. Barcena, P. Ibarra et M.Zubiaga, *Nacionalismo y Ecología*, Madrid, Los libros de la catarata, p. 161-164.

AUTRES SOURCES

- Données extraites des quotidiens *Deia*, *El Correo eta Gara* : du 14 novembre 2002 à février 2004.

- *Sustrai aldizkaria*, 66, Hiver 2004. Publication du département Agriculture, pêche et alimentation du gouvernement basque et des députations d'Alava, Biscaye et Guipuzcoa.

- *Larrun*, 63, numéro monographique "Prestige edo itsas tragedia" (le Prestige ou la tragédie de la mer), 2003, Otsaila. [www.argia.com/larrun]

- *Cuadernos de Salud Pública*, 20, "Prestige ontziaren hondamena eta osasun publikoan eragindako ondorioak" (le naufrage du Prestige et ses conséquences sur la santé publique), 2003, Otsaila.

- Entretiens effectués auprès des membres de Peña Txuri Surf, Itxas Geroa, Ekologistak Martxan, Gernikako Tailer Ekologista.

LES AUTEURS

Iñaki Barcena Hinojal est professeur de sciences politiques et administratives à l'Université du Pays Basque et membre du groupe de recherche sur la démocratie participative « *Parte Hartuz* ». Ses recherches portent sur l'analyse des politiques environnementales, la participation citoyenne et la sociologie environnementale.

Eneko Borja est membre du groupe de recherche sur la démocratie participative « *Parte Hartuz* ». Ses recherches portent sur la mobilisation en matière environnementale et la participation citoyenne.

Josu Larrinaga Arza est professeur de sociologie à l'Université du Pays Basque et membre du groupe de recherche sur la démocratie

participative « *Parte Hartuz* ». Ses recherches portent sur la mobilisation collective, les mouvements sociaux environnementalistes et la gestion du territoire.

Jone Martínez Palacios est doctorante du gouvernement basque au Département des sciences politiques et de l'administration de l'Université du Pays Basque et membre du groupe de recherche sur la démocratie participative « *Parte Hartuz* ». Ses recherches portent sur l'analyse des conflits environnementaux, la participation des femmes aux conflits et la participation citoyenne.

Xabier Itçaina, chercheur à SPIRIT et responsable éditorial des « Cahiers de SPIRIT », a traduit cet article rédigé en langue basque.